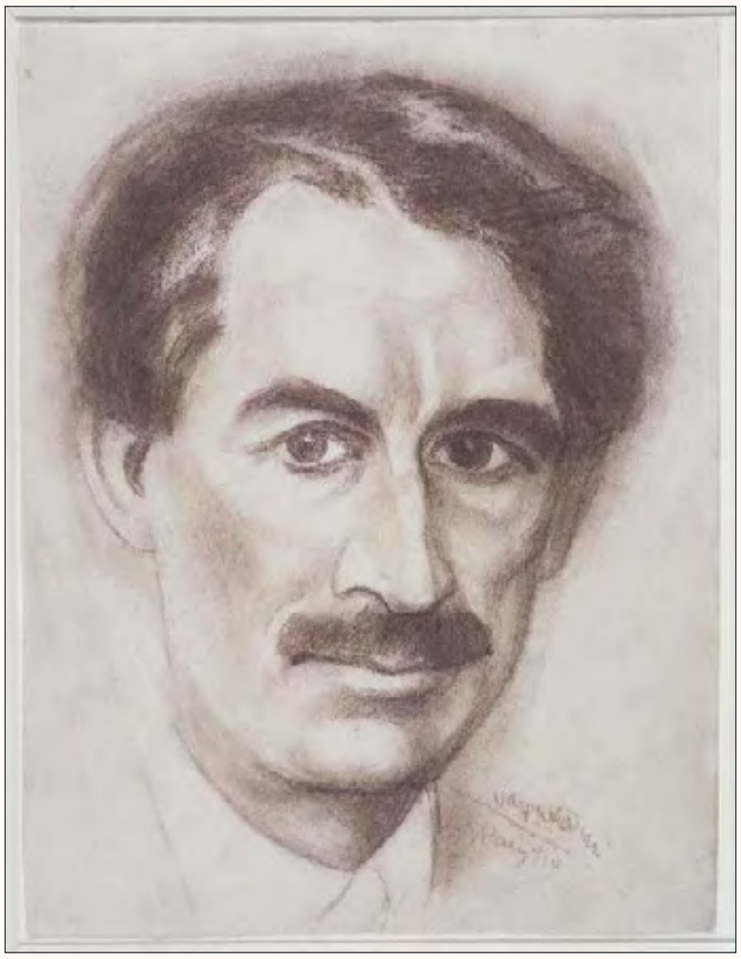
HENRI BARBUSSE

J'accuse

Georges Devred, agence Rol, 1931. *Le gouvernement André Tardieu*, photographié le 14 janvier 1930, après un Conseil des ministres, à l'Élysée.



Henri Barbusse (1873-1935).

J'ACCUSE TOUS LES GOUVERNEMENTS français qui se sont succédé depuis la guerre d'avoir accueilli, encouragé, aidé, payé et armé les sociétés de moins en moins secrètes de gardes blancs, qui constituent une organisation internationale de criminels ayant pour but le meurtre et la guerre.

J'ACCUSE les gouvernements d'être responsables des assassinats successivement commis par ces bandits, dont les énormes, multiples et opulents groupements étendent leurs tentacules sur le monde entier et ont leur foyer en France.

J'ACCUSE particulièrement le gouvernement Tardieu d'être responsable de l'attentat de Gorguloff, garde blanc, en liaison avec la police française.

J'ACCUSE Tardieu d'avoir joué une comédie plus monstrueuse encore que ridicule en faisant répandre par les moyens de propagande et de corruption de la presse, dont il disposait, le bruit que Gorgulo était un bolchevik, ou un « néo-bolchevik », ou un instrument des bolcheviks, mensonge éhonté qui n'en a pas moins été exploité par tous les ennemis de la classe ouvrière.

Je l'ACCUSE d'avoir, en réalité, tout fait pour que l'assassinat de Paul Dourmer s'accomplisse, et j'accuse ses chefs de service de n'avoir, en conséquence, rien fait pour l'empêcher.

Je fais partie d'un groupement d'hommes qui sont prêts à donner leur sang et leur vie pour la cause de l'émancipation définitive des masses humaines exploitées et opprimées par d'autres hommes. Aucun moyen d'intimidation, aucune mesure, ne sont susceptibles de me faire modifier l'expression publique de ma pensée, qui est celle de mes frères de lutte. Mais je suis incapable de prendre des rêves pour des réalités et d'avancer quoique ce soit qui ne soit pas évident, et contrôlé. Pour moi, les paroles sont des actes. *J'ai pesé toutes celles que j'écris ici.*

Je veux spécifier que l'accusation circonstanciée et positive que je porte contre les organisations unifiées de brigandage tendant au meurtre isolé et collectif, *et dont l'état-major français et le gouvernement tiennent les ficelles,* ne s'applique pas à tous les émigrés en général – les travailleurs étrangers ayant ici les mêmes droits que les travailleurs français, – mais à une catégorie spéciale d'émigrés, disposant de moyens puissants, dont l'impunité est intolérable, et que nous ne tolérerons plus.

Le réquisitoire que j'entends formuler contre les machinations, les méfaits et les crimes (dont la liste n'est pas close) perpétrés par un ramassis d'espions, de provocateurs et d'apaches, grâce à l'inadmissible et déshonorante protection des autorités publiques, JE LES APPUIE SUR DES FAITS PRÉCIS. Ces faits ont été déjà énumérés et répétés avec une stricte netteté dans l'*Humanité,* sans qu'aucun démenti soit venu infirmer le moindre d'entre eux. Je les reprends dans les grandes lignes, sereinement et objectivement.

L'ARMÉE BLANCHE EN FRANCE : UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

Ils ne datent pas d'aujourd'hui ni d'hier. La reconnaissance officielle, l'aide en argent, les fournitures d'armes, accordées aux bandes blanches abjectes de Koltchak, de Youdenich, de Denikine et de Wrangel, sont des faits positifs inscrits définitivement dans les annales de l'après-guerre. Des centaines de millions ont été prélevés sur les contribuables français et distribués à ces gens de sac et de corde qui ont mis à feu et à sang des régions entières de la Russie libérée – par les bons offices de messieurs Clémenceau et Millerand.

Quand Wrangel a été vomi définitivement par la Russie nouvelle, son armée n'a été disloquée qu'en Russie. Le gouvernement français a pris toutes les mesures pour en maintenir les cadres, et cela dans un but absolument conforme à sa politique intérieure et extérieure de régression sociale.

La masse principale de l'armée blanche, qui constitue une force policière et militaire internationale de plus de 200 000 hommes prêts à tout faire, est concentrée en France.

L'organisation de ce centre actif de réaction sociale et politique, *non seulement tolérée, mais soutenue par les pouvoirs officiels*, atteint une ampleur qu'on a peine à s'imaginer, et qui n'a pas laissé de causer une stupeur – d'ailleurs bien passagère – à la Chambre des députés quand il en a été donné à la tribune quelques aperçus à propos de l'affaire Koutiépov, et qui a confondu le public français, quand il a vu défiler, en armes, officiellement, sous l'Arc de Triomphe, à trois reprises différentes, en septembre 1930, en août et en novembre 1931, des régiments de Gardes-Blancs.

« Prêts à commencer la guerre »

L'Union générale militaire, dont l'état-major commandé par le général Miller est à Paris, groupe une quinzaine de vastes organisations militaires, plus 140 sections de cosaques. Cette force militaire imposante recrute chaque jour des soldats et des élèves officiers dans la jeunesse émigrée. Le général Miller, dans une interview qu'il a donnée dernièrement au journal anglais *The Referee*, après avoir reconnu que l'organisation d'un tel réseau et son équipement n'ont été possible que « grâce à l'attitude bienveillante des gouvernements français » ouvre un aperçu sur l'importance et l'état de préparation de ces effectifs. Ce ne sont nullement là des renseignements secrets : on n'a qu'à lire la préface du *Guide de l'Union générale militaire* pour être au courant de ce mouvement actif et formidable. Son objectif : la guerre contre la Russie. En attendant, s'il le faut, prêter main-forte aux polices nationales contre le prolétariat.

Il y a quelques mois, le général Miller a fait une inspection des forces dont il dispose en Europe. Il a été reçu comme un prince en Pologne – où il s'est mis en rapports avec le chef de l'état-major polonais Piskor, – et dans les Balkans. À Bucarest et dans tous les États vassaux de la France, il a été accueilli par les autorités officielles et les généraux. Il a remercié publiquement le gouvernement yougoslave du concours qu'il lui apportait, et dans de brillantes réunions, tous ces grands personnages galonnés et chamarrés ont ouvertement préconisé le front unique contre l'U.R.S.S. sous l'égide de la France.

Déclarations publiques du général Miller : « Nous sommes prêts à commencer la guerre. Nous attendons seulement une situation favorable et une aide financière qui sans aucun doute nous viendra d'une des puissances désirant le renversement des bolcheviks. »

Lors des derniers événements d'Extrême-Orient, sous la présidence du général Dragomirov, a eu lieu à Paris une réunion de la Société des officiers d'état-major, sur la nécessité d'appuyer l'agression du Japon à la suite d'un rapport S. Vostroguine, ancien député à la Douma. L'*ataman* des cosaques du Don, Begayevski, y a préconisé la création d'un état-tampon anti-soviétique formé par la Mandchourie, la Mongolie et la Mongolie soviétique, cet État devenant possesseur du chemin de fer de l'est-chinois arraché à l'U.R.S.S. L'Union générale militaire, selon Bogayevski, pourrait mettre sur pied 300 000 hommes.

Sous le ministère Tardieu, le contact des états-majors et des émigrés tsaristes s'est renforcé par l'activité du général Sekretev, lié avec le général Weygand. Ce Sekretev a joué un rôle direct dans les commandes d'armes faites pour le Japon chez Panhard-Levassor, Hotchkiss et Schneider – et dans les usines de guerre Sekretev a formé avec les Blancs des cadres de briseurs de grève.

Des exercices de tir

Il est telle grande ville du Midi – pour prendre le premier exemple que j'ai sous les yeux – où certains services publics sont entièrement entre les mains des Blancs qui, ouvriers pendant une partie de la journée, ont sous la main leurs armes et leurs uniformes, et sont tout prêts à répondre à l'appel de leurs chefs reconnus.

Partout, dépôts d'armes. Certaines usines ont embauché un certain pourcentage de soldats blancs en disponibilité momentanée et ces ouvriers temporaires prennent leurs salaires aux vrais travailleurs français et étrangers, en attendant de marcher contre eux au premier signal.

Aux usines Schneider, travaille tout un escadron de wrangéliens : les restes du 9e régiment de dragons de Kazan.

On lit dans *La Sentinelle,* journal de provocateurs blancs, un appel pour l'organisation militaire des ouvriers blancs de l'usine de Rives (Isère). Ces blancs ont leurs écoles, leurs cours de préparation militaire, leurs clubs, leurs coopératives. Ils ont une Académie militaire où, au dire de Miller lui-même, on ne peut suffire aux demandes et où on éduque 10 000 officiers blancs (chiffre également donné par Miller). Des cours militaires quotidiens sont faits par tout un ensemble varié de professeurs techniques, rue Mademoiselle, rue du Colisée, rue Michelet. Les éventuels fusilleurs du peuple russe ou du peuple français s'exercent journellement au tir, rue d'Alembert. En Seine-et-Oise, les ouvriers blancs d'une usine font, le dimanche, des exercices de tir sur le champ de tir de l'armée française. À Grenoble, tirs militaires publics. Dans les Alpes-Maritimes émissions de T.S.F.

Cela ne se passe pas seulement en France, je le répète. Après la débâcle de Wrangel, 40 000 wrangéliens s'étaient installés dans les pays balkaniques, beaucoup restant en uniforme et en service. J'en ai vu de mes yeux, dans la rue de Belgrade – et ils avouaient hautement qu'ils étaient là non seulement pour faire la guerre à la Russie, mais pour mater la canaille et empêcher le prolétariat serbe et bulgare de réussir ce que le prolétariat russe avait réussi dans l'ex-empire des tsars. Depuis, leur situation s'est perfectionnée. C'est 100 000 hommes qu'il faut compter, armés et équipés dans les Balkans et en Tchécoslovaquie.

Autres centres, notamment à Shanghaï, à Tien-Tsin, à Kharbine, au Japon : section d'Oural-Amour, cadres à Kobé, cadres à Formose, cadres à l'île de Hokaïdo. Et le général Dieterichs, le sous-ordre de Miller, fait des appels de fonds à la Banque franco-chinoise de Shanghaï. Le général Smirnovski et l'officier de marine Dmitrievski travaillent dans les ambassades françaises dans les pays baltes et collaborent au service du contre-espionnage. En Finlande, le fils du sénateur Belgardt, en Estonie, le général Boyevn, en Lettonie, l'officier de marine Podolkine, centralisent le travail de l'organisation militaire blanche. À New-York vient de se former dans le même but la Société Pierre-le-Grand, dirigée par Martynov, ancien directeur du bureau politique de la police de Moscou. N'oublions pas qu'il y a des organisations militaires blanches jusque dans l'Australie et l'Amérique du Sud. N'oublions pas non plus que 8 000 gardes blancs servent dans la légion étrangère, au Maroc et en Indochine.

Comment cet État dans l'État, cette police supplémentaire, cette police de réserve, n'aurait-elle pas d'accointance avec les polices nationales, ou plutôt la police internationale ? Car qui peut ignorer aujourd'hui que la besogne politique est la grande affaire de la police, que ce soit le Service des Renseignements généraux, l'Okhrana bulgare, la Sigouraniza roumaine ; la Défensive polonaise. Mais il ne s'agit pas de conjectures et de suppositions. Poursuivons et venons aux faits.

LES NIDS DE VIPÈRES

En dehors des organisations purement militaires, l'Union générale militaire, les écoles militaires, les états-majors, la mobilisation de la jeunesse – en dehors de tout un réseau d'organisations culturelles et financières – dont je renonce, faute de place, à donner ici la liste complète (et ce ne serait du reste nullement une révélation), les Gardes Blancs disposent de tout un réseau d'organisations ayant ce but : l'accomplissement d'actes terroristes et d'actes de sabotage vis-a-vis de l'U.R.S.S.

Ces organisations agissent en liaison étroite avec l'état-major du général Miller, et jouissent de l'amitié généreuse des pouvoirs nationaux.

D'abord, voici l'Union centrale russe. Elle filtre et centralise. Elle organise le recrutement de toutes les forces anti-soviétiques de l'émigration, et la distribution des tâches.

A la tête de l'Union centrale se trouve l'ex-pétrolier Goukassov, directeur du journal pogromiste *La Renaissance* dans lequel Gorguloff faisait paraître ses appels.

L'Union Centrale et son organe *La Renaissance* faisaient grand bruit, depuis des années, dans le concert mené par tous les journaux blancs d'Europe, en faveur d'une agitation terroriste et de la provocation d'un conflit avec l'Union Soviétique.

Voici ensuite le Comité national russe. Son but avoué « la fidélité aux principes de la lutte armée et une liaison constante avec l'armée blanche. » Son animateur est le professeur Kartachev, guide des cléricaux russes de la bonne espèce – l'espèce expéditive et sans scrupules – inspirateur attitré de la terreur blanche là où elle a sa griffe, intime collaborateur de Denikine, de Wrangel et de Koutiépov.

Et voici Bourtsev, ex-révolutionnaire, traître de mélodrame, odieusement lâché dans la réalité, tripatouilleur des archives de Tsarskoïé Selo, ami d'Isvolsky, de lugubre mémoire, apôtre de la terreur blanche, qui a pris part à tout une série de conspirations anti-soviétiques, et au travail soutenu de la préfecture de police et de la sûreté générale comme un employé qu'il est de ces institutions. Quant monsieur Fedorov, il se trouve à la tête de toutes les œuvres d'« éducation » de la jeunesse émigrée subventionnées par Deterding, qui a avoué publiquement qu'il consacrait un partie de ses colossaux revenus à aider le pullulement d'institutions blanches ayant pour but l'égorgement du pouvoir soviétique et le triomphe définitif du capitalisme dans le monde. Fedorov est l'un des directeurs du journal *la Lutte pour la Russie,* qui prêche les pogroms et la terreur. P. Strouvé, lui, avant d'être directeur de *la Russie et le Monde Slave* qui préconise, toutes les semaines, la terreur blanche et le sabotage, était ministre des Affaires étrangères de Wrangel. Il est resté étroitement lié avec Millerand et autres personnages du même genre, et son journal est commandité par le chef des fascistes tchèques Kramarz.

Le Torgprom, organisation des anciens industriels russes, après avoir lutté violemment contre la reconnaissance des Soviets, lutte pour l'intervention armée contre l'U.R.S.S. et le rétablissement de l'ancien régime. Ses têtes sont : Dentssov, Tretiakov, Isnar, prince Mestchersky, Riabouchinsky, Goukassov, Manlachev, Nobel, Lianosov, anciens industriels et pétroliers.

La Banque du crédit mutuel, en liaison avec le Torgprom et avec l'Union des Zemsivos, s'occupe de placement des Blancs et du financement de leur organisation.

Ces gens-là ne songent qu'à reconquérir leurs usines et leurs puits de pétrole (d'ailleurs magiquement perfectionnés) dans le sang d'un peuple. Ils subventionnent largement l'armée blanche, les groupements et la presse contre-révolutionnaire et antisémite, incendiaires, meurtriers et destructeurs. Le gouvernement français, et notamment monsieur Poincaré, a toujours été au courant de leurs menées et de leurs complots. Au cours du procès du Parti industriel, à Moscou, tous les agents des actes sinistres de sabotage mis en cause par la justice soviétique, ont reconnu formellement la liaison étroite de ce parti avec le gouvernement et l'état-major français. Le Torpgrom a distribué 750 000 couronnes aux institutions blanches. Dans son budget actuel figurent sept millions pour soutenir les gardes blancs terroristes.

Ce n'est pas tout. La liste est encore longue : Le Comité national monarchiste, l'Icône, l'Union impériale de la jeunesse, dont le président Ruzki est un agent appointé de la préfecture de police. L'Office des réfugiés russes, rue Guénégaud, président Maklakov, ambassade officieuse, le Patronage de la jeunesse universitaire que Deterding subventionne « pour préparer les cadres d'une Russie capitaliste future ».

Kerensky, encore un blanc !

Il y a le groupe du chef du Gouvernement provisoire Kerensky, directeur des journaux blancs, la *Russie*

opprimée et *Dni (Les Jours)*. Celui-là n'est pas monarchiste, mais il est blanc tout de même.

Quelles que soient les nuances de l'Ancien Régime que les uns et les autres travaillent à instaurer en U.R.S.S., ils sont tous partisans du grand duc Cyrille ou du grand duc Nicolas ou d'un régime prétendu constitutionnel – ils sont tous au même titre décidés à susciter la lutte à main armée contre le peuple russe.

Rappelons-nous que le groupement de Kerensky fut subventionné par la Mission militaire française en Russie au moment de la Révolution d'Octobre. Le groupement en question a organisé une entreprise spéciale et permanente de sabotage des voies ferrées à la tête de laquelle se trouvait l'ancien officier tsariste Michel Davidov, en relations avec des officiers français. Le programme de Kerensky est donc la lutte contre l'U.R.S.S. à tout prix et par tous les moyens. Que toute la Russie et le Caucase, et la Sibérie, que toute cette moitié du vieux continent soit saccagée et rasée, en détail et dans son ensemble, si cela doit éliminer les bolcheviks qui lui ont enlevé le pouvoir des mains. Les moyens qu il préconise ? La terreur blanche, le sabotage et l'agression militaire des puissances de proie. Son idéal, c'est, après, de se disputer avec les autres fractions blanches sur les ruines d'un continent. En attendant, il diffame systématiquement la Russie socialiste par le procédé odieux et puéril qui consiste à pêcher parmi des centaines de milliers de faits, ceux qui ont ou semblent avoir une apparence défavorable pour le régime russe actuel. C'est un blanc rougi d'un jésuite.

Il y a le groupe terroriste, La Lutte pour la Russie, dirigé par l'agent de la sûreté Bourtsev, l'ancien ministre Fedorov – déjà nommé – l'ancien socialiste Melgoulov et leurs acolytes.

Il y a La Confrérie de la vérité russe, groupement lié avec la Renaissance, la Sentinelle (organe officiel de l'Union générale militaire), et avec l'état-major de Miller. Ce groupement agit selon les directives de la 2e section de l'état-major polonais et est, ce qui est logique, subventionné par lui.

Quand la confrérie a besoin de divulguer quelque communiqué d'action terroriste, la *Sentinelle* est là pour ça. Lisez-en quelques numéros au hasard, et vous serez édifiés.

Il faut dire enfin qu'en plus de toutes les formations agissantes que je viens d'énumérer, et autour des volumineuses Union générale militaire, Union centrale russe, Comité national russe et Torgprom, gravitent une multitude de moyens et petits groupements (même de soi-disant organisations de bienfaisance pure, comme telles Croix-Blanches ou telles Croix-Rouges), qui tous, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Union générale militaire, sont attachés à l'état-major, à la préfecture de police, à la sûreté générale, à messieurs Tardieu, Millerand et *tutti quanti*.

Le centre parisien des blancs a aussi des prolongements et des filiales (fililales) à l'étranger : en Pologne, La Confrérie de la vérité russe qui fraternise servilement, comme je l'ai dît avec la 2e section de l'état-major polonais. Le Conseil des combattants actifs pour la Russie a son centre en Yougoslavie. Les patriotes militaires russes constituent une agglomération de fascistes russes en Bulgarie et en Yougoslavie ? En Mandchourie et en Extrême-Orient, la Russie paysanne se maintient en liaison avec le commandement japonais.

Tel est, en grandes lignes, le réseau. Telle est la tâche de lèpre blanche qui se cramponne et s'étend, par son infection même, sur tous les pays, et spécialement dans le nôtre.

La question se pose pour tous les gens dont le sens est droit et la conscience propre, de savoir s'il n'est pas honteux pour une grande puissance qui se targue d'honneur public, non seulement de collaborer avec ce redoutable ensemble parasitaire dont le but est de saper et d'ensanglanter une nation avec laquelle cette puissance a des relations diplomatiques officielles, mais même de le tolérer ?

Mais il faut aller plus loin, et montrer le sens exact que prend actuellement le terrorisme des émigrés blancs, organisé avec l'aide des polices gouvernementales et des gouvernements policiers.

Ce terrorisme, en dehors de ses appels à la guerre, a d'abord exercé des attentats contre les personnalités (personnalité) soviétiques.

Les excitations directes au meurtre ont été multipliées du genre de celle qui a été lancée par le métropolite Antoine.

Ce saint homme déclare – et écrit – en novembre 1930, dans son bulletin :

> « Peuple russe ! le Diable rouge a engagé un combat décisif contre notre foi... Cela ne peut pas être ! Notre flambeau ne s'éteindra pas. Debout pour la foi du Christ. Tue les communistes ! Tue le serpent à la tête. Ne laisse pas vivre non plus les enfants du

serpent ! La terreur populaire, c'est le glaive de Dieu. »

Des appels de l'espèce de celui-ci – que je cite entre cent avaient déjà retenti et avaient été entendus : Voroski assassiné à Genève par Conradi ; Voïkov, ambassadeur, assassiné à Varsovie ; Chapochnikov assassiné à Moscou ; tentative d'assassinat contre Anikiev, représentant commercial à Tokio, contre Staline, contre Litvinov, contre Dovgalevski (et ici il me faut épingler l'infamie de la *Liberté* qui, après un attentat contre un employé de l'ambassade soviétique que l'agresseur avait pris pour l'ambassadeur, publia la photographie de celui-ci avec cette légende : « Le camarade Dovgaleveki : Ne vous trompez plus désormais », etc.

TIREZ SUR LES ÉTRANGERS !

Puis, changement de mot d'ordre, changement de tactique. L'Union centrale russe et son organe *La Renaissance,* a préconisée et expliqué clairement cette modification pratique de la méthode terroriste : Dorénavant, les attentats ne doivent plus être dirigés contre les représentants du gouvernement soviétique, mais contre les représentants des États qui ont des relations diplomatiques et commerciales avec la Russie – dans le but de provoquer la rupture de ces relations, et la guerre. C'est dans cet esprit qu'au mois de décembre de l'année dernière, le conseiller de la mission diplomatique tchécoslovaque à Moscou,

Vanek, s'adressa à quelques citoyens soviétiques, contre-révolutionnaires d'après ses renseignements, les incitant à attenter à la vie de l'ambassadeur japonais en U.R.S.S. Khirota. Le résultat d'un tel attentat devait être d'imposer un conflit armé entre le Japon et l'U.R.S.S. Si l'on tient compte de la situation déjà si tendue à cette époque en Mandchourie, de la campagne systématique du Japon contre l'U.RS.S. et du nationalisme explosif des éléments dirigeants du Japon, il est hors de doute que la nouvelle de l'assassinat de l'ambassadeur nippon à Moscou – avec une présentation que nous avons vue, depuis, jouer pour Gorguloff – aurait mis le feu aux poudres et déclenché un conflit entre le Japon et l'U.R.S.S.; conflit qui, non moins immanquablement, eût été suivi d'une attaque des frontières soviétiques occidentales par la Pologne et la Roumanie. Mais, cette fois, le coup échoua ayant été éventé à temps par la Guépéou. Le gouvernement soviétique exigea le rappel de Vanek par le gouvernement de Prague, ce qui fut fait immédiatement.

Le 5 mars 1932, l'exécuteur garde blanc Judas Stern a tiré cinq coups de pistolet sur l'automobile dans laquelle se trouvait le conseiller d'ambassade allemand von Tvardovsky, le blessant à la main et au cou. L'enquête révéla que Stern avait voulu, en déchargeant son arme, tuer l'ambassadeur d'Allemagne von Diercksen, car tel était l'ordre qu'il avait reçu d'une organisation terroriste dont le chef était un Polonais, W. Loubarsky. Ce Loubarsky avait déjà, en 1928, organisé, à Moscou, l'assassinat de Chapochnikov, haut fonctionnaire soviétique, et il était arrivé en U.R.S.S. comme courrier diplomatique polonais avec des papiers officiels en due forme, attestant sa mission publique.

L'instruction établit ensuite plus péremptoirement la connivence de Loubarsky avec les sphères officielles polonaises, ainsi qu'avec les organisations d'émigrés blancs. On voulait, par cet assassinat d'ambassadeur, provoquer des complications diplomatiques entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., englober l'Allemagne dans le bloc anti-soviétique.

Aveux infâmes

Cette tactique de guerre, au demeurant, n'a pas été élaborée en secret dans des caves et dans des conciles secret, mais en plein jour. Le banditisme blanc s'est attaqué délibérément et ouvertement aux citoyens les plus prestigieux des nations où une police inféodée au Ministère de l'intérieur, tenu lui-même au licou par le capitalisme réactionnaire, lui avait donné tous les moyens de s'installer et de prospérer à l'aise et en paix.

Et si nous voulions dresser un réquisitoire complet contre ces choses, ce seraient les déclarations des Blancs qui, à elles seules, nous en fourniraient la matière. Les commentaires de la presse blanche, française et internationale, jettent une lumière crue sur l'intention bien calculée de provoquer et d'utiliser le meurtre des importantes personnalités étrangères comme moyen de lutte politique.

« Stern est une figure symbolique, s'écrie la Renaissance, le 29 avril ; le coup de feu de Stern, c'est la terreur qui vient de commencer ». Et, quelques jours après, ce journal revient sur la même idée et sur la même menace d'assassinats futurs, et il imprime : « Le coup de feu de Stern a été entendu, et il sera répété... Le coup de feu de Stern, ce n'est nullement la fin, c'est le début. »

La même feuille précise encore, afin que nul n'en ignore : « L'acte de Stern est une sorte de geste contre l'aide des étrangers aux bolcheviks. »

Le 26 avril, le compte rendu d'une importante réunion de l'Union centrale russe contient encore plus nettement l'annonce motivée de nouveaux attentats :

« Dans tous les discours, un certain ton se fit entendre, qui est nouveau pour l'émigration. On peut penser que ce nouveau ton est le résultat de ce quelque chose de nouveau qui commence à se réaliser... avec les coups de revolver de Stern. Ces coups de feu montrent à tous les étrangers qui soutiennent le pouvoir soviétique, la responsabilité qui les attend. Stern nous est cher. Tout autre qui contribuera, en dehors de la Russie, au renversement du pouvoir soviétique, nous sera également cher. L'acte de Stern, c'est une date historique. Il faut commencer à agir, et c'est justement nous les émigrés, qui devons remplir le rôle de pionniers en cela. »

Bajanov, à cette réunion, s'écrie : « L'ennemi des Russes, c'est celui qui soutient le pouvoir soviétique, et de tels étrangers seront réduits en poussière. »

Donc, que meurent les ambassadeurs ou chefs d'État, pour qu'il y ait la guerre, que meurent sous les coups de la meute des puissances déchaînées, les 160 millions d'ouvriers et de paysans de la république socialiste, pour que rentrent dans leur argent et dans leurs honneurs messieurs et mesdames les émigrés, quitte pour ceux-ci de livrer ensuite aux vainqueurs les ruines du pays où s'édifie actuellement la civilisation socialiste.

Plus clair encore, s'il est possible, était l'appel « À tous les Russes au cœur généreux » les conjurant « de se pénétrer de l'esprit de Stern ».

Un des rédacteurs de *la Renaissance,* Yoblonovsky, dans le Journal *Aujourd'hui,* qui paraît à Riga, met, lui aussi, des points sur les i :

« L'acte de Stern a produit une grande impression dans monde. Il signifie un changement dans la tactique des terroristes russes. Et le sens politique de ce changement peut être déterminé d'une façon très simple : Ne tirez pas sur les moineaux bolcheviks, il est plus avantageux pour nous de changer de cible et de TIRER SUR LES ÉTRANGERS. L'avantage de cela est clair : un coup de revolver sur un étranger en vue peut causer aux bolcheviks des désagréments sérieux et même provoquer des complications politiques. »

Le journal de Kérensky, *Dni,* que dit-il, à Paris même, à propos de la tentative d'assassinat d'un ambassadeur étranger ? ceci : « Nous avons devant nous le cas classique d'un acte terroriste sacrificatoire au nom de la défense des droits du peuple. Stern n'est pas seul. La flamme de la terreur individuelle commence à flamber ».

Ne pas être en guerre avec la Russie soviétique, c'est outrager les précieux personnages dédorés et redorés de l'émigration, dont les organismes tentaculaires vivent aux dépens des pays étrangers, et c'est mériter la mort.

« Le sentiment condensé de la fierté nationale outragée a retenti dans les coups de revolver de Stern, retenti dans toute la Russie, retenti dans le monde entier.

« ... Cet acte a trouvé probablement son écho sonore sensationnel dans les cœurs de beaucoup d'étrangers collaborateurs du plan quinquennal.

« Je ceux qui doivent l'entendre l'entendent bien, ce coup de feu, tant qu'il n'est pas encore trop tard. »

Appel ouvert au meurtre

Tous ces textes, dont je ne donne ici que quelques menus extraits, semblent, et pour cause, copiés les uns sur les autres. L'idée qu'ils prêchent, *tuer l'étranger,* était tellement dans l'air que l'écrivain tsariste Lovitch au cours d'un roman publié en avril dernier à Kharbine dans le journal *Roupor,* évoque par « anticipation » de romancer un certain nombre de meurtres commis par les Blancs, de personnalités politiques haut placées (dont le Président de la République Française) avec des détails précis qui impressionneront certaines personnes, en dehors de celles qui sont au courant de toute cette « littérature » préparatoire.

Car nombreux et variés ont été les appels crus à l'assassinat et au désordre sanglant qui ont été semés dans des pays à enseigne démocratique, et CELA IMPUNÉMENT – alors que de simples revendications communistes basées sur la coopération rationnelle de tous les membres de la communauté sociale, valent à leurs auteurs la persécution, la prison, la torture et la mort.

Bon public français, qui croyant encore à monsieur Poincaré et à monsieur Tardieu, aussi aveuglément que tu croyais à Rochette et à Oustrie, et comme tu croiras aux successeurs et continuateurs de tous ces gens-là, écoute ce qu'on disait ouvertement partout et notamment en France, où tu t'imagines, avec une candeur qui dépasse les bornes, que tu es dirigé par des hommes loyaux, et, de plus, par des hommes qui défendent la république et la paix !

Dis et crie avec moi qu'on ne peut pas citer, en vérité, dans l'histoire contemporaine, de provocation plus ouverte, de préparation plus publique, plus explicite, plus éclatante, au meurtre des hommes publics, pour aboutir à celui d'un million de soldats !

Bestiales provocations en Mandchourie

On sait le rôle capital joué, en même temps, en Extrême-Orient par les bandes blanches dans le but de provoquer la déclaration de guerre de l'U.R.S.S. au Japon : assauts à main armée des institutions soviétiques en Mandchourie, vastes actes de sabotage des voies du chemin de fer de l'Est chinois, ponts et ouvrages publics détruits par des explosions, incursions sur le territoire soviétique.

Et à qui fera-t-on croire que cette propagande de banditisme accomplie sous la suprême direction de l'état-major du général Miller siégeant à Paris, par l'intermédiaire de son représentant à Kharbine, le général Dieterichs – ait pu, contre toute vraisemblance, s'accomplir sans la connivence et la complicité des éléments impérialistes japonais et de toutes les grandes puissances ? Tout cela, visiblement se tient.

Ces manœuvres ont eu en 1929, pour résultat, un conflit armé entre les généraux chinois à la solde des puissances impérialistes et l'U.R.S.S. Grâce au sang-froid imperturbable et à la réelle volonté de paix de la diplomatie et du gouvernement soviétiques, ce confit n'a pas dégénéré en guerre. Le banditisme provocateur et officieux des blancs a été jusqu'ici paralysé dans ses objectifs. Jusqu'à quand ?

Ceux qui veulent provoquer le massacre par le crime, voient grand et regrettent le temps perdu, qui aurait pu être si sanglant.

« Il fallait, s'écrie *le Tocsin* du 12 février 1932, il fallait commencer ce qu'il aurait fallu commencer il y a quatorze ans : la guerre sainte contre le diable. Nous devons entreprendre non seulement une guerre sainte, mais aussi une boucherie diabolique. »

Le Tocsin, par l'intermédiaire de Krutchkov, secrétaire de Gorguloff, se trouvait sous le contrôle étroit de la préfecture de police, Krutchkov, agent de la sûreté, est à la disposition du commissaire de la préfecture Faux-Pas-Bidet.

Mais est-il utile d'ajouter cette précision ? Même s'il n'y avait pas eu les « relations d'affaires », la liaison et les attaches qu'il y avait, entre la police française et l'émigration blanche organisée pour la terreur et pour le meurtre, n'est-il pas absolument indéniable que la police et le gouvernement de monsieur Tardieu étaient admirablement au courant d'un état d'esprit qui s'exprimait d'une façon si catégorique et si publique, et qui devait avoir comme aboutissement tout à fait logique l'attentat de Gorguloff ?

C'est pourquoi j'accuse Tardieu et son chef de service Chiappe d'avoir été expressément, en fait, les complices de l'assassinat du Président de la République Doumer.

Tout de même revenons sur quelques généralités qui, si elles s'imposent à beaucoup de gens suivant de près les événements contemporains, sont encore trop ignorés de cette vaste « opinion publique » qu'on met à toutes les sauces parce qu'elle s'y laisse béatement mettre – l'opinion publique, nom de comédie des masses humaines. Les grandes puissances n'ont jamais pu admettre l'U.R.S.S. qui s'efforce, depuis 1917, de réaliser le socialisme à la barbe des grands hommes d'affaires capitalistes, lesquels sont rois de la bourgeoisie et, *a fortiori,* de la « démocratie », dans les cinq sixièmes du globe.

Les prétentions de cet autre sixième du monde, naguère le plus arriéré et le plus esclave de tous les pays et qui, se plaçant en tête du vrai progrès humain, édifie une société égalitaire et prolétarienne dans la lutte pour abolir les classes, ont paru, à juste titre, du reste, néfastes pour le principe fondamental du capitalisme, qui reste, coûte que coûte, l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette hostilité sociale et politique n'a cessé de se manifester sous des formes diverses qui ont été, au début, jusqu'à l'intervention armée, ainsi que je le rappelle plus haut, au blocus économique, à la constitution ou au renforcement d'États limitrophes qui doivent leur résurrection ou leur agrandissement, non pas à quelque conception libérale ou idéaliste, mais au contraire au métier – largement payé – de gendarmes internationaux, qui leur est dévolu.

Entre temps, les pays capitalistes comprirent qu'ils avaient intérêt, malgré tout, à avoir des relations commerciales avec l'U.R.S.S., et la campagne anti-soviétique, sans cesser le moins du monde, prit alors la forme plus clandestine de sabotage, d'espionnage et de calomnie.

En face de l'internationale prolétarienne, progressant fatalement dans le monde, d'autres institutions universelles : le fascisme, l'Internationale blanche (ou noire – on peut choisir le vocable), la police qui a l'avantage de pouvoir faire librement campagne en temps de paix, se sont dressées et ont agi avec les grands moyens financiers et matériels que le capitalisme tient dans ses mains.

Mais à mesure que la proclamation des principes humains et logiques de l'État nouveau s'accompagnait de réalisations économiques considérables en ascension constante – alors que les affaires mondiales du capitalisme périclitaient au rythme tragique que l'on sait, alors que le chômage, pour ne citer qu'un exemple, diminuait en U.R.S.S. jusqu'à disparaître, tandis qu'il creusait aux flancs des pays capitalistes d'immenses plaies grandissantes, l'hostilité a repris sa forme agressive.

…Pour amener la guerre

Dédoublement de la diffamation : légende du travail forcé, légende du dumping, histoires rocambolesques de Géo London, etc. le tout (nous avons eu l'occasion de l'établir, et nous aurons quelque jour celle d'y revenir), non pas seulement camouflé, mais exactement contraire en tous points à la vérité des choses.

Cette propagande universalisée à grand orchestre et faite dans l'intention de préparer l'esprit public à quelque suprême rupture, s'est heurtée, jusqu'ici, à l'inébranlable volonté de paix de l'Union soviétique. Il s'est trouvé que l'État ouvrier et paysan, la patrie de « l'homme au couteau entre les dents », s'est avéré comme étant le seul pays pacifiste de l'univers.

D'abord, par ses principes mêmes, qui sont le travail pour tous, la coopération généralisée, la répartition rationnelle de l'effort producteur et des produits du travail par tout son mécanisme transparent, juste, impeccable. Ensuite par les propositions de désarmement général que ses représentants n'ont cessé de préconiser et de défendre pied à pied dans les assemblées internationales, consentant même à les restreindre provisoirement dans un but d'opportunisme pratique. Par ses propositions d'une large collaboration économique (le projet de non-agression économique), par ses traités avec les pays voisins tendant à la solution pacifique de tous les conflits. Et enfin par sa résolution de ne pas se laisser entraîner dans les pièges des provocations susceptibles de créer inopinément des situations de fait insurmontables.

On se heurte aussi a la partie organisée de la classe ouvrière et cette redoutable multitude, instrument vivant des guerres, est de moins en moins disposée a marcher contre la russie communiste.

Il faut donc prendre quelque biais pour mettre d'abord un pays, ensuite les autres, en présence du fait accompli.

Or, cette clique d'émigrés blancs, qui recommande et ordonne le meurtre de personnalités représentatives pour amener irrésistiblement la guerre, sert les desseins des grands impérialismes. De tels attentats sont, au premier chef, susceptibles de faire naître le prétexte à une campagne d'excitation où les moutons de Panurge, qui sont en si grand nombre parmi les citoyens de nos pays prétendus libres, suivront l'impulsion de la grande presse vendue.

Ce n'est donc nullement hasarder un paradoxe et quitter le plan de l'évidence que de dire qu'il y a intérêt commun, et partant partie liée, entre les uns et les autres. C'est là la cause de nombreuses collusions, de honteuses complaisances, de soutiens criminels qui obligent à parler loyalement de complicité et, qu'une fois de plus, je dénonce ici, dans le dessein arrêté d'ouvrir d'abord les yeux à toute une foule flottante et inconsciente de mes contemporains. Je sais que je n'ai, certes, rien de nouveau à apprendre à une sélection consciente et informée, qui est aussi nettement au courant des dessous de la politique internationale que ceux qui la cuisinent.

GORGULOFF EST UN BLANC

Le 6 mai 1932, Gorguloff, garde-blanc bien connu de la police française, approchait sans la moindre difficulté, à une cérémonie, le président Doumer, qui n'était nullement gardé, et, à bout portant, déchargeait sur lui son revolver, le blessant mortellement. Un témoin, un journaliste bien connu, Jacques Mortane, a déclaré formellement qu'il s'était passé un très long temps – de dix à quinze secondes – entre le premier et le deuxième coup de pistolet. Madame Claude Farrère avait signalé à monsieur Guichard la nervosité et les allées et venues bizarres de Gorguloff, dont un autre assistant avait également fait remarquer l'allure suspecte. Monsieur Guichard s'était abstenu de s'assurer du personnage, sans doute parce qu'il le connaissait. Il s'était placé en avant du président pour fendre la foule qui, cela a été attesté, était peu nombreuse. Il est notoire, il est patent que les précautions indispensables de sécurité que la police sait si bien prendre quand elle le veut n'ont pas été prises.

La première déclaration qu'a faite l'assassin après son lâche attentat a été : « Je voulais forcer la France à entrer en collision avec la Russie. » Naturellement, nous trouvons dans ces paroles l'écho exact de la propagande répandue à profusion depuis longtemps dans les journaux des Blancs.

Mais pour que l'acte de Gorguloff atteignît un résultat utile, il fallait qu'à tout prix on fasse passer l'assassin pour un bolchevik ou un bolchevisant. Une première indication formulée dans le sens de ce travestissement ignoble de la vérité a été donnée par le premier communiqué officiel de Tardieu.

Insistons sur l'ensemble de faits équivoques, inadmissibles, accablants qui se sont produits.

Donc, les premières déclarations de l'assassin étaient formelles, et du reste parfaitement normales. Elles sont enregistrées dans les premières éditions des journaux du soir, le vendredi 6 mai, et même dans certains journaux parus le lendemain matin.

Puis, MOT D'ORDRE MANIFESTE D'EN HAUT s'attachant à utiliser et à exploiter l'acte de Gorguloff pour une répercussion précise : l'incident diplomatique et les complications pouvant aboutir à la campagne anti-soviétique et, qui sait – on peut tout espérer – à la guerre.

C'est pourquoi Tardieu conçut une grande colère contre les précisions des premières informations de presse et tança notamment un journaliste important qui avait commis la faute de dire la vérité. Les journalistes furent éliminés soigneusement des locaux policiers où on les avait laissés imprudemment entendre ou connaître les premiers interrogatoires. La première communication du ministre de l'Intérieur, sans tenir nullement compte des aveux explicites de l'accusé, le présentait comme un anarchiste ne jouissant pas de la plénitude de ses facultés. Dans la soirée même, autre note, inopinée. Tardieu lance en contradiction flagrante avec les déclarations, les antécédents et les attaches du meurtrier : Gorguloff est un néo-bolchevik.

Cette campagne de calomnies à trame grossière reprend avec un touchant ensemble dans certaine presse : « La Révolution en action », écrit *la Liberté,* en manchette. Millerand le renégat et le traître par excellence, une des figures les plus méprisables qui s'agitent sur la scène politique actuelle, fait dire avec une haute et cynique fantaisie : « Les renseignements personnels que j'ai reçus me permettent d'affirmer que l'assassin appartient aux groupes réguliers bolcheviks (*Intransigeant* du samedi soir, 7 mai).

Le *Times*, le grand journal anglais, peu suspect de sympathies révolutionnaires, écrit : « L'assassin a déclaré être un fasciste russe, mais comme la France est dans une période d'élections, plusieurs journaux veulent le présenter comme communiste pour indisposer la population contre ce parti. » Il y a du vrai dans cette mise au point d'une série de mensonges, mais le but de l'impérialisme et de ses agents gouvernementaux dépasse considérablement le fait électoral.

La légende mensongère suit son cours, malgré Gorguloff qui n'a jamais varié dans ses déclarations

(à tel point que l'*Écho de Paris* les enregistrait encore le lendemain matin : « Si j'ai tiré, c'est parce que la France était l'allié des bolcheviks. »

Et le vil Gustave Hervé qui, après avoir mis le drapeau au fumier, s'y est mis lui-même, écrit dans *la Victoire :* « C'est notre lâcheté à tous devant les crimes de Moscou dont le pauvre hère aurait voulu punir le représentant officiel de la République Française ».

Une instruction frelatée

L'instruction a été menée unilatéralement et gauchement bâclée. Un fatras de déclarations, d'ailleurs baroques, contradictoires, et brutalement effacées par l'évidence des faits (la prétendue carte et le prétendu passeport du Parti Communiste, alors que Gorguloff n'avait appartenu qu'au parti social-démocrate tchécoslovaque et n'avait eu de sauf-conduit que de la part du Blanc Léontiev ; son insoutenable séjour au Kouban) ont été apportés par des personnages qui sont sortis de terre par-ci par-là à ce moment. Le fait étrange que le juge d'instruction Fougery avait lui-même, avec les Blancs, des attaches personnelles telles qu'il leur avait donné une partie de sa somptueuse villa d'Asnières pour y installer une chapelle et un foyer de réunions, et qu'il sympathisait quotidiennement avec eux, est tel, à lui seul, qu'il permet de récuser toute sa procédure, et qu'il explique qu'il n'ait jamais tenté de pénétrer les causes essentielles, pourtant patentes, de l'assassinat de Paul Doumer.

Trop exalté et trop bavard, Gorguloff n'a pas joué le rôle qu'on voulait lui faire jouer, malgré les tortures qu'on lui a fait subir dans les prisons de la République Française. S'il avait été encore plus canaille, et surtout plus souple, la France serait peut-être aujourd'hui en guerre avec l'U.R.S.S.

La grande et basse presse, celle qui a toutes sortes de raisons pour haïr le prolétariat et sa cause, a fait avec chorus avec Tardieu. Le *Journal,* l'*Ami du Peuple,* le *Journal des Débats,* l'*Intransigeant, la Liberté* et autre *Écho de Paris* ont marché à fond dans l'imposture, à coups d'affirmations sans base et d'insinuations perfides. Ils partaient évidemment de ce principe qu'il fallait d'abord calomnier à plein rendement, car, selon le précepte de leur grand maître en journalisme, il en reste toujours quelque chose, cependant que l'émigration blanche devant la tournure équivoque que prenait malgré tout l'affaire, rentrait soigneusement, jusqu'à nouvel ordre, dans ses tiroirs, ses appels à l'assassinat des grands personnages étrangers, et cependant que la police lançait une note nouvelle qui, pour balayer les mensonges antérieurs, n'en défendait pas moins les précieuses organisations blanches : « Gorguloff est un isolé, ayant agi spontanément », audacieuse affirmation que contredit toute l'existence du bandit. Notons en passant un fait qui établit la nécessité de cette reculade de Tardieu et de ses policiers devant l'évidence : l'*Indépendance belge* (qui appartient pourtant à Deterding) ayant annoncé une histoire de relations de Gorguloff avec un communiste belge, a dû enregistrer un démenti formel de la sûreté belge.

En liaison avec l'état-major et le gouvernement français

Gorguloff est peut-être une brute et un imbécile, mais, c'est, à coup sûr, exclusivement un garde blanc. La farce grotesque et immonde tendant à accoler, même de travers, une étiquette rouge à ce blanc qui a tout simplement obéi au mot d'ordre vulgarisé des siens et qui se débat comme un diable pour rester ce qu'il est, tombe à plat devant la précision d'un faisceau de constatations indiscutables, celles qui établissent la carrière politique du sbire en question.

C'est le fils d'un grand propriétaire exproprié par la révolution, et qui a fondé un parti des propriétaires terriens expropriés (parti paysan vert, pan-russe, parti fasciste russe). Le programme fasciste et « nazzi » de ce parti ayant pour but la guerre avec la Russie, n'a été nullement, lui non plus, secret. Deux journaux l'ont publié : le *Roul*, en 1930 et la *Renaissance*, en 1931. Sous sa signature, Gorguloff publiait des extraits significatifs du programme de son parti de guerre à tout prix contre la Russie Soviétique

« *Le premier article du programme des Verts, c'est la guerre contre la Russie actuelle.* »

Gorguloff a appartenu à l'Armée Blanche comme officier cosaque. Son livret d'étudiant saisi à Monaco (où nous savons très bien qu'on ne peut séjourner qu'avec l'autorisation de la police française) porte la photographie du personnage estampillée par l'administration tsariste. Il n'a cessé de mener campagne pour la terreur blanche et, partant, avec l'état-major français et le gouvernement français. Il était en contact constant avec Krutchkov, ouvrier chez Renault et policier, et le journaliste policier Géo London est obligé lui-même, de reconnaître, de Prague même où il est allé « étudier l'affaire », que Jakovlev, terroriste en vue, directeur du *Tocsin* et de la Grande Russie (blanche) et qui avait ses entrées chez l'ambassadeur français à Berlin, François Poncet était le « second » de Gorguloff. Gorguloff était notamment en relations avec Maslov, chef d'organisation blanche, et le général Miller a avoué qu'il le connaissait.

Les déclarations publiquement faites par Gorguloff : « Je voulais forcer la France à entrer en collision avec la Russie » *(Journal) ;* « J'ai vu que la France travaillait avec les bolcheviks et c'est cela qui m'a déterminé à abattre son chef » *(Journal) ;* « J'ai des amis français nationalistes *(Petit Journal) ;* « Je suis un cosaque, un patriote, je voulais forcer la France à faire la guerre aux bolcheviks... J'ai tiré parce que la France aime les bolcheviks »... ajoutées à tout ce qu'il a écrit d'autre part dans la presse blanche et qui se résume dans cette formule signée de lui : « La guerre, voilà le salut pour les émigrés russes. Vive la guerre » ne sont manifestement que le reflet des provocations de la vaste organisation blanche, repaire d'espionnage, de provocations, de fabrications de faux et de bombes, de préparations d'attentats et dont la raison d'être finale est de mettre les grandes puissances en état d'hostilité et de guerre avec l'U.R.S.S.

On voit ce que valent les larmes de crocodile des Russes blancs lorsqu'a été démasqué le rôle joué par un des leurs, agent les plus dociles et les plus cyniques.

Je répète que dans tout ce que je viens de dire, je n'ai rien avancé qui ne soit véridique. Personne, ni rien, ne me fermera la bouche. Si les emprisonneurs ou les assassins font leur métier vis-à-vis de moi, cela ne fera que prouver un peu plus que j'ai raison. Je prends la responsabilité de ce que j'écris, et qui s'adresse d'une part à tous les honnêtes gens et d'autre part aux autorités constituées. Mais je sais bien que ma voix exprime l'opinion de toute une foule éparse dans l'univers, et qu'elle a la force de l'énorme vague de fond qui commence à se soulever.

Au nom de cette masse et de cette force, je viens parler au Président de la République Française, successeur d'un homme assassiné pour des rai- sons de politique internationale, au Président du Conseil, au Garde des Sceaux, et à tous ceux qui mettent en action l'appareil de la justice nationale.

Je demande :

• L'arrestation de monsieur André Tardieu, chef du gouvernement au moment de l'attentat ;

• La révocation et l'arrestation du préfet de police Chiappe, qui connaissait l'assassin en relations suivies avec ses services, qui connaissait toutes les menaces qui avaient été proférées, qui n'a rien fait pour protéger le Président de la République, et qui est l'homme le plus directement responsable de sa mort violente ;

• L'arrestation des chefs blancs animateurs et glorificateurs des assassinats, agitateurs de guerre, qui ont fait de la France leur repaire central, et notamment Kerensky, Miller et Yablonovski ;

• L'ouverture d'une instruction contre monsieur Millerand qui a essayé sciemment et systématiquement de duper l'opinion dans un but politique en présentant Gorguloff comme un bolchevik ;

• La nomination d'une commission spéciale, au Sénat et à la Chambre, pour étudier, dans tous ses prolongements et ses causes, l'affaire de l'assassinat de Paul Doumer et les agissements concentrés de la canaille blanche qui contamine l'étranger en commençant par la France.

Ceci n'est pas une pétition ni une supplique. Nous voulons que la lumière se fasse et il faut coûte que coûte, messieurs, que vous le veuillez aussi.

J'accuse,
d'Henri Barbusse (1873-1935),
est paru en 1932.

ISBN : 978-2-89668-881-4
© Vertiges éditeur, 2019
– 0882 –

Dépôt légal – BAnQ et BAC : premier trimestre 2021

Lecturiels
www.lecturiels.org